

Chambre des Représentants

SÉANCE DU 10 MAI 1901.

Proposition de loi contenant modification à la loi du 30 juillet 1889 sur l'assistance judiciaire et la pro- cédure gratuite.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La loi du 30 juillet 1889, sur l'assistance judiciaire et la procédure gratuite, a été inspirée par un sentiment large et généreux : réaliser, dans sa plus complète acception, le principe constitutionnel de l'égalité de tous les citoyens devant la loi, ouvrir au pauvre comme au riche l'accès des tribunaux.

Le législateur ne peut que se féliciter d'avoir introduit dans nos codes cette bienfaisante réforme. Malheureusement, comme la plupart des œuvres humaines, cette loi présente des lacunes et des imperfections, déjà signalées lors de son adoption, et que son application et une expérience de onze années ont mises plus vivement en lumière.

Il n'y a pas à méconnaître qu'à la faveur du bénéfice de la procédure gratuite et de la facilité avec laquelle on l'obtient, le nombre des procès a augmenté dans des proportions qui ne sont pas en rapport avec le fondement des actions intentées.

La moindre futilité suffit pour engager un époux ou une épouse à introduire une action en divorce. C'est ainsi que, l'an dernier, le jour où le bureau de la consultation gratuite, installé au Palais de Justice de Bruxelles, a inauguré la nouvelle année judiciaire, sur 172 *prodéistes*, plus de cinquante réclamaient le divorce.

En matière d'accidents, — l'irresponsabilité du patron éclatât-elle aussi claire que la lumière du soleil, — la victime ou ses parents intentent une action judiciaire. C'est même cette multiplicité de procès insoutenables qui, devant certains tribunaux et certaines cours d'appel, a amené une réaction dans la jurisprudence en faveur des patrons !

Sans doute, la loi autorise le juge à rejeter le *pro Deo* lorsque la demande

est évidemment mal fondée. Mais il est excessivement rare qu'une action judiciaire paraisse, à première vue, évidemment mal fondée. Le demandeur qui, lorsqu'il a conscience de ses torts, poursuit un but d'intimidation, a toujours soin, dans sa requête, de colorer ses prétentions et de rendre ses allégations pertinentes et relevantes.

Qu'en résulte-t-il ? C'est que les procès, où les plaideurs jouissent de la procédure gratuite encombrant le rôle des tribunaux et occasionnent, par suite, aux officiers ministériels commis une besogne qui absorbe une partie notable de leur temps.

Certes, la loi a voulu donner au pauvre comme au riche le droit d'occuper les tribunaux de ses prétentions et de ses revendications, même les moins raisonnables ; mais nous ne pouvons admettre qu'une catégorie intéressante de citoyens, fonctionnaires publics, officiers ministériels ou simples particuliers, aient à pâtir de cette bienfaisance de la loi.

Or, que se passe-t-il ?

La généralité des procès nécessitent les déplacements *des huissiers* pour les assignations, articulations de faits, significations de jugements, assignations à témoins, à parties ou experts ; les écritures des avoués pour cette procédure, les déplacements des témoins ou des experts ; en un mot, chaque devoir de procédure entraîne des frais pour les personnes appelées à y concourir.

Est-il juste et raisonnable que ces personnes, appelées par leurs fonctions ou par les circonstances, à consacrer leur *temps* à un procès concernant des intérêts privés, soient encore astreintes à des *dépenses* et à des *déboursés* à cette fin ?

De qui les *pro déistes* tiennent-ils la faveur de ne payer aucune redevance au fisc, et le droit d'exiger le travail et le déplacement d'une certaine catégorie de gens dont le concours est indispensable à la mise en mouvement des procès qu'ils introduisent devant les tribunaux ? De l'État ! Dès lors, n'est-il pas logique que l'État qui accorde des faveurs, fasse ces largesses et ces générosités avec son propre argent, au lieu de le faire avec celui des huissiers, des avoués, des témoins et des experts ?

Cette anomalie n'avait pas échappé à l'attention d'un certain nombre de membres de la Chambre lors de la discussion de la loi du 30 juillet 1889 ; divers députés en firent la remarque dans la séance du 14 juin 1889.

Cela n'empêcha l'honorable Ministre des Finances de cette époque de leur répondre, avec une certaine désinvolture, dans les termes suivants :

« Que l'indigence justifie une exemption d'impôts, c'est au mieux. Qu'on
« lui assure le concours gratuit de l'avocat ou de l'officier public, je n'ai rien
« à y redire. Mais que l'indigence établisse le droit pour celui qui en justifie
« de plaider aux frais du Trésor public, c'est tout autre chose. »

* * *

Cette théorie, admise alors, n'entre plus dans nos mœurs.

Outre sa fausseté en ce qui concerne les simples particuliers, témoins ou

experts, elle choque les sentiments les plus vulgaires de la justice en ce qui concerne les officiers publics.

De quel droit l'État peut-il, dans l'intérêt privé d'une personne déterminée, imposer des voyages, des vacations et des frais à des particuliers ? Et, quant aux avoués et aux huissiers, est-il juste et humain de faire de la démocratie, des largesses et des générosités avec leur argent ?

Lorsqu'il s'agit d'enquêtes, et la généralité des procès en matière de responsabilité donnent lieu à ces devoirs de procédure, les avoués ont une besogne considérable ; et nous pourrions citer tel avoué qui, dans une affaire de ce genre, a dû assister à plus de quinze audiences, lever des jugements et les signifier, assigner dix-neuf témoins, copier en conséquence autant de fois le jugement, et qui a consacré plus de dix jours de temps à cette besogne, et, comme il a perdu son procès, n'a pas été rémunéré !

De pareils faits se constatent presque journellement dans le pays.

Est-il juste que ces modestes fonctionnaires paient des employés pour cette besogne qui ne leur rapporte rien ? Sans doute qu'on leur supprime leurs émoluments, et personne n'y contredira ! Mais n'est-ce pas assez de travailler pour rien, faut-il encore leur imposer *des déboursés* ?

Quant aux huissiers, une série de lois, d'ailleurs excellentes, édictées dans le but de simplifier les frais de procédure, les ont particulièrement atteints dans leurs ressources, et, à part quelques huissiers privilégiés des grandes villes, la plupart d'entre eux sont dans une situation absolument modeste.

Est-il humain de leur imposer encore, outre la perte de leur temps, *des frais* de transport et de séjour pouvant aller jusqu'à dix francs pour une vacation ? Nous pourrions citer tels huissiers qui, pour satisfaire à un jugement qui les commet, doivent quitter leur domicile à sept heures du matin pour ne rentrer chez eux qu'à six heures du soir !

La loi française du 22 janvier 1851, que le législateur de 1889 a, en partie, copiée, stipule bien que les huissiers et autres officiers ministériels prêteront gratuitement leur ministère aux indigents, mais elle a soin d'ajouter que l'État remboursera leurs frais. Pourquoi, si nous avons emprunté les principes de cette loi, ne pas admettre celles de ses dispositions qui, seules, peuvent rendre la loi juste et pratique.

Pénétrés de l'esprit démocratique et du sentiment de justice qui animent la plupart des membres du Parlement, nous espérons obtenir sans effort de la majorité de nos collègues la disparition de cette lacune dans la loi de 1889, que notre pratique journalière du barreau nous a permis de constater.

JULES GIROUL.



PROPOSITION DE LOI**ARTICLE PREMIER.**

Les frais de transport et déboursés, en matière de procédure gratuite, des avoués, huissiers, experts, et les taxes des témoins, dont l'audition a été autorisée par le tribunal ou le juge commissaire, sont avancés par le Trésor conformément à l'article 144 de l'arrêté du 18 juin 1853.

ART. 2.

L'État pourra recouvrer ces frais et débours contre la partie succombante solvable, ou contre l'assisté devenu solvable.

WETSVOORSTEL**EERSTE ARTIKEL.**

In zake van kostelooze rechtspleging worden de kosten van vervoer en de voorschotten der avoués, deurwaarders en deskundigen, alsmede het geld betaald aan getuigen, gehoord ingevolge machtiging van de rechtbank of van den Rechter-commissaris, voorgeschoten door de Schatkist overeenkomstig artikel 144 van het besluit van 18 Juni 1853.

ART. 2.

De Staat mag die kosten en voorschotten terugvorderen van de verliezende partij welke vermogend genoeg is ze te betalen, of van hem die werd bijgestaan, wanneer deze daartoe voldoende vermogend wordt.

JULES GIROUL.

XAVIER NEUJEAN.

PAUL HYMANS.



Kamer der Volksvertegenwoordigers

VERGADERING VAN 10 MEI 1904.

Wetsvoorstel tot wijziging der wet van 30 Juli 1889 op den bijstand voor het gerecht en de kosteloze rechtspleging.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De wet van 30 Juli 1889 op bijstand voor het gerecht en kosteloze rechtspleging werd ingegeven door dit onbekrompen en edelmoedig gevoel : in den volsten zin het grondwettelijk beginsel van gelijkheid van alle burgers voor de wet verwezenlijken en armen zoowel als rijken toegang tot de rechtbanken verleen.

De wetgever kan er zich slechts over verheugen dat hij deze heilzame hervorming in onze wetboeken heeft opgenomen. Doch ongelukkiglijk komen in deze wet, evenals in meest alle menschenwerken, leemten en onvolmaaktheden voor, waarop reeds werd gewezen toen er over de wet werd gestemd en die nog beter uitschienen na hare toepassing en eene elfjarige proefneming.

't Valt niet te ontkennen, dat, dank aan 't voordeel van kosteloze rechtspleging, — zoo gemakkelijk te verkrijgen, — de rechtsgedingen zoo toenamen, dat er geene gelijkmatigheid meer bestaat tusschen het aantal en de gegrondheid der ingestelde eischen.

Om eene beuzelachtige reden, spannen man of vrouw eenen eisch tot echtscheiding in. Dit is zoo waar, dat, verleden jaar, den dag waarop het bureel voor kosteloze raadpleging, in het Brusselsch Gerechtshof, het nieuw gerechtelijk jaar aanving, op 172 personen, die *Pro Deo* aanvroegen, meer dan *vijftig* het deden tot het bekomen van echtscheiding.

Betreft het ongevallen, en al ware de niet-aansprakelijkheid van den patroon klaar als 't licht der zon, toch brengen het slachtoffer of zijne nabestaanden de zaak voor de rechtbank. 't Zijn zelfs die talrijke onver-

dedigbare eischen, welke, bij zekere rechtbanken en hoven van beroep, ten voordeele van de patroons, eene reactie in de rechtspraak verwekten !

De wet veroorlooft onbetwistbaar den rechter het *pro Deo* te weigeren, telkens als de eisch blijkbaar ongegrond is. Doch uiterst zelden blijkt eene rechtsvordering dadelijk ongegrond. De eiseher, die, wetende dat hij ongelijk heeft, handelt om vrees aan te jagen, verwaarloost nooit in het request zijne vorderingen te verbloemen, zijne beweringen op zulke wijze in te kleeden, dat zij voorkomen als tot de zaak behorende en steunende op aannemelijke gronden.

Wat is daarvan 't gevolg ? Dat de gedingen, waarbij kosteloos recht wordt bedeeft, veel plaats innemen op de rol der zaken van de gerechtshoven en noodzakelijk de aangestelde openbare ambtenaren eene taak opleggen, die in ruime mate hunnen tijd in aanspraak neemt.

Voorzeker bedoelde de wet armen evenals rijken het recht te geven om hunne eischen en vorderingen aan de rechtbanken voor te leggen, zelfs wanneer deze vorderingen niet in 't minst redelijk zijn ; doch 't is ons niet mogelijk aan te nemen, dat eene belangwekkende klasse van burgers, openbare ambtenaren of eenvoudig particuliere personen, door het weldadige van de wet zouden te lijden hebben.

En wat gebeurt er ?

Meest alle rechtsgedingen vergen verplaatsing van *deurwaarders* voor dagvaarding, uiteenzetting van feiten, beteekening van vonnissen, daging van getuigen, partijen of deskundigen, schrijfwerk van *avoués* voor deze procedure, verplaatsing van getuigen of deskundigen ; kortom, elke akte van rechtspleging brengt kosten te weeg voor alwie wordt aangewezen om er deel aan te nemen.

Is het rechtvaardig en redelijk deze personen, naar aanleiding van hun ambt of door de omstandigheden gehouden hunnen tijd te besteden aan een geding betreffende bijzondere belangen, daarenboven uit dien hoofde tot *kosten* en *voorschotten* te verplichten ?

Wie gaf hun, die kosteloos in rechte optreden, het voordeel den fiscus hoegenaamd niets te moeten betalen, benevens het recht om arbeid en verplaatsing te vergen van zekere klasse lieden, wier medehulp onontbeerlijk is opdat de gedingen, die zij voor de rechtbanken brengen, hunnen loop kunnen volgen ? De Staat ! Is het dus niet redelijk, dat, zoo de Staat gunsten verleent, hij zijne mildheid met eigen penningen bekostigt, in stede van met het geld van *deurwaarders*, *avoués*, getuigen en deskundigen ?

Deze strijdigheid ontging niet aan de opmerkzaamheid van zekere leden der Kamer, tijdens de beraadslaging over de wet van 30 Juli 1889. Ter vergadering van 14 Juni 1889 deden onderscheidene Kamerleden zulks uitschijnen.

Echter nam dit niet weg, dat de achtbare Minister van Financiën hun destijds nog al ruitelijk antwoordde « dat onvermogen vrijstelling van belasting billijkt. 't Is best dat men den onvermogene kosteloozen bijstand van den advocaat of den openbaren ambtenaar geve. Daar vind ik niets op af te dingen. Doch dat onvermogen voor hem, die daar 't bewijs van levert, het recht medebrengt ten koste van de Schatkist in rechte op te treden, dat is iets gansch anders. »

* * *

Dit toen aangenomen stelsel behoort niet meer tot onze zeden.

Behalve dat het valsch is ten aanzien van 'particuliere personen, getuigen of deskundigen, druischt het, ten aanzien van openbare ambtenaren, tegen het eenvoudigste begrip van rechtvaardigheid aan.

Met welk recht mag de Staat, in 't bijzonder belang van eenen bepaalden persoon, reizen, vacatiën en kosten aan particuliere personen opdringen? En is het billijk en menschelijk zich volksgezind, mild en edelmoedig te toonen met het geld van avoués en deurwaarders?

Geldt het getuigenverhooren, — en deze hebben plaats in bijna alle zaken over burgerlijke verantwoordelijkheid, — dan wordt aan de avoués aanzienlijk werk opgelegd. We zouden er een kunnen noemen, die, in' eene zaak van dien aard, meer dan 15 zittingen moest bijwonen, vonnissen lichten en beteekenen, 19 getuigen dagvaarden, bijgevolg zooveelmaal het vonnis afschrijven en meer dan tien dagen tijds aan dat werk besteden. En dewijl hij zijn proces verloor, werd hem niets vergoed!

Dergelijke feiten worden bijna dagelijks in ons land waargenomen.

Is het billijk van deze nederige ambtenaren te vergen, dat zij voor een werk, dat hun niets opbrengt, beambten betalen? Men schaffe hunne bijwinsten af, daar zal niemand zich tegen verzetten! Doch is het niet genoeg, dat zij om niet werken, en moet men hun daarenboven nog *voorschotten* opleggen?

Eene reeks overigens uitmuntende wetten, uitgevaardigd om de gerechtskosten te vereenvoudigen, hebben de deurwaarders gansch bijzonderlijk in hunne hulpmiddelen getroffen, en, behalve sommige bevoorrechten in groote steden, verkeerren het meerendeel hunner in een volstrekt nederigen toestand.

Is het niet onmenschelijk hun, buiten 't verlies van hunnen tijd, nog reizen verblijfskosten te doen betalen die soms tien frank per vacatie kunnen belooopen?

We zouden kunnen spreken van deurwaarders die, tot het tenuitvoerleggen van een vonnis, dat ze aanstelt, hun huis te zeven uur 's morgens moeten verlaten en slechts te zes uur 's avonds huiswaarts kunnen keeren.

Wel bepaalt de Fransche wet van 22 Januari 1851, gedeeltelijk door den wetgever in 1889 overgenomen, dat deurwaarders en andere openbare ambtenaren kosteloos hunnen bijstand aan behoeftigen moeten verleenen, doch zorgvuldig voegt ze daarbij, dat de Staat hun de kosten terugbetaalt. Zoo wij de beginselen aan die wet hebben ontleend, waarom dan niet dezulke harer bepalingen aannemen, welke alleen in staat zijn de wet rechtvaardig en practisch te maken?

Overtuigd als we zijn van den democratischen geest en 't rechtvaardigheidsgevoel die 't meerendeel van de Kamerleden bezielen, hopen wij zonder moeite van de meerderheid onzer collegas te verkrijgen, dat de

leemte, in de wet van 1889, die eene dagelijksche practijk voor de balie ons deed vaststellen, niet langer blijve bestaan.

JULES GIROUL.

X. NEUJEAN.

P. HYMANS.



PROPOSITION DE LOI**ARTICLE PREMIER.**

Les frais de transport et déboursés, en matière de procédure gratuite, des avoués, huissiers, experts, et les taxes des témoins, dont l'audition a été autorisée par le tribunal ou le juge commissaire, sont avancés par le Trésor conformément à l'article 144 de l'arrêté du 18 juin 1853.

ART. 2.

L'État pourra recouvrer ces frais et débours contre la partie succombante solvable, ou contre l'assisté devenu solvable.

WETSVOORSTEL**EERSTE ARTIKEL.**

In zake van kostelooze rechtspleging worden de kosten van vervoer en de voorschotten der avoués, deurwaarders en deskundigen, alsmede het geld betaald aan getuigen, gehoord ingevolge machtiging van de rechtbank of van den Rechter-commissaris, voorgeschoten door de Schatkist overeenkomstig artikel 144 van het besluit van 18 Juni 1853.

ART. 2.

De Staat mag die kosten en voorschotten terugvorderen van de verliezende partij welke vermogend genoeg is ze te betalen, of van hem die werd bijgestaan, wanneer deze daartoe voldoende vermogend wordt.

JULES GIROUL.

XAVIER NEUJEAN.

PAUL HYMANS.